

Journal Officiel de la République Tunisienne

TRADUCTION FRANÇAISE POUR INFORMATION

Vendredi 19 Rabiaa II 1437 – 29 janvier 2016

159^{ème} année

N° 9

Sommaire

Décrets et Arrêtés

Ministère de la Santé

Maintien en activité dans le secteur public	331
Arrêté du ministre de la santé du 31 décembre 2015, complétant et modifiant l'arrêté du 20 octobre 2004, relatif aux prestations administratives rendues par les services relevant du ministère de la santé publique et aux conditions de leur octroi	331
Arrêté du ministre de la santé du 25 janvier 2016, portant ouverture d'un concours sur titres et travaux pour le recrutement de pharmaciens de la santé publique.....	356
Arrêté du ministre de la santé du 25 janvier 2016, portant ouverture d'un concours sur titres et travaux pour le recrutement de médecins dentistes de la santé publique	356
Arrêté du ministre de la santé et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du 25 janvier 2016, portant annulation de l'arrêté du 16 novembre 2015 portant ouverture du concours de résidanat en médecine pour l'année universitaire 2015-2016.....	357
Arrêté du ministre de la santé et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du 25 janvier 2016, portant ouverture d'un concours de résidanat en médecine pour l'année universitaire 2015-2016	358

Ministère des Affaires Sociales

Maintien en activité dans le secteur public	359
---	-----

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	
Nomination d'un directeur général.....	359
Cessation de fonctions d'un directeur général.....	359
Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	
Nomination d'un directeur général.....	359
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche	
Décret gouvernemental n° 2016-160 du 25 janvier 2016 , complétant le décret n° 2013-3139 du 18 juillet 2013, relatif à la répartition des horaires et jours de travail des agents des laboratoires d'analyse relevant du ministère de l'agriculture.....	359
Ministère de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine	
Cessation de fonctions d'un directeur général	360

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Par décret gouvernemental n° 2016-155 du 25 janvier 2016.

Le docteur Sami Souihli, médecin major de la santé publique à l'hôpital régional de Menzel Bourguiba, est maintenu en activité après l'âge de 60 ans pour une période d'une année, à compter du 1^{er} novembre 2015.

Arrêté du ministre de la santé du 31 décembre 2015, complétant et modifiant l'arrêté du 20 octobre 2004, relatif aux prestations administratives rendues par les services relevant du ministère de la santé publique et aux conditions de leur octroi.

Le ministre de la santé,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, relative à l'organisation sanitaire,

Vu la loi n° 94-103 du 1^{er} août 1994, portant organisation de la légalisation de signature et de la certification de conformité des copies à l'original, telle que modifiée et complétée par la loi n° 99-19 du 1^{er} mars 1999,

Vu le décret n° 74-1064 du 28 novembre 1974, relatif à la définition de la mission et des attributions du ministère de la santé,

Vu le décret n° 81-793 du 9 juin 1981, portant organisation des services de l'administration centrale du ministère de la santé, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2014-3939 du 24 octobre 2014,

Vu le décret n° 93-982 du 3 mai 1993, fixant le cadre général de la relation entre l'administration et ses usagers, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2010-1882 du 26 juillet 2010,

Vu le décret n° 93-1880 du 13 septembre 1993, relatif au système d'information et de communication administrative,

Vu le décret n° 94-1692 du 8 août 1994, relatif aux imprimés administratifs, tel que complété par le décret n° 2006-2967 du 13 novembre 2006,

Vu le décret n° 2008-2864 du 11 août 2008, portant changement de tutelle sur l'office du thermalisme,

Vu le décret n° 2010-1668 du 5 juillet 2010, fixant les attributions et l'organisation des directions régionales de la santé,

Vu le décret n° 2014-4775 du 29 décembre 2014, portant changement d'appellation des services et des établissements publics relevant du ministère de la santé,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu l'arrêté du ministre de la santé publique du 25 octobre 1997, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercer l'activité d'un établissement d'hygiène, tel que modifié par l'arrêté du 28 novembre 2013,

Vu l'arrêté du ministre de la santé publique du 15 mai 2001, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de profession d'audioprothésiste de libre pratique, tel que modifié par l'arrêté du 17 octobre 2014,

Vu l'arrêté du ministre de la santé publique du 15 mai 2001, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de profession d'orthophoniste de libre pratique,

Vu l'arrêté du ministre de la santé publique du 15 mai 2001, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de profession d'orthoptiste de libre pratique,

Vu l'arrêté du 20 octobre 2004, relatif aux prestations administratives rendues par les services relevant du ministère de la santé publique et aux conditions de leur octroi, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006, l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

Arrête :

Article premier - Sont ajoutées à la liste des prestations administratives rendues par les services relevant du ministère de la santé, les prestations rendues par l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie conformément aux conditions et procédures indiquées aux annexes ci-jointes.

Les prestations soumises au régime du cahier des charges sont reclassées en 8 au lieu de 7.

7- domaine de la prestation : thermalisme et hydrothérapie.

A/ Eaux conditionnées :

Première prestation : Décision de classement des eaux conditionnées (annexe n° 7-1 nouveau).

Deuxième prestation: Délivrance d'attestation de conformité du produit destiné à l'exportation aux normes internationales (annexe n° 7-2 nouveau).

Troisième prestation : Décision d'ouverture d'une unité de conditionnement (annexe n° 7-3 nouveau).

B/ Hydrothérapie :

Quatrième prestation : Délivrance d'attestation de stage/formation dans le thermal (annexe n° 7-4 nouveau).

Cinquième prestation : Accord de principe pour la création d'un centre de thalassothérapie (annexe n° 7-5 nouveau).

Sixième prestation : Autorisation d'ouverture au public d'un centre de thalassothérapie (annexe n° 7-6 nouveau).

C/ Hydrothérapie et eaux conditionnées :

Septième prestation : Délivrance d'attestation d'analyse bactériologique (annexe n° 7-7 nouveau).

Huitième prestation : Délivrance d'attestation d'analyse physico-chimique des eaux (annexe n° 7-8 nouveau).

Neuvième prestation : Délivrance d'attestation de déclaration des résultats de l'enquête administrative (annexe n° 7-9 nouveau).

Art. 2 - Sont modifiées les prestations administratives soumises au régime du cahier des charges mentionnées à l'annexe n° 8-7 relative à l'exercice de la profession d'audioprothésiste de libre pratique, à l'annexe n° 8-11 relative à l'exercice de la profession d'orthophoniste de libre pratique, à l'annexe n° 8-12 relative à l'exercice de la profession d'orthoptiste de libre pratique et à l'annexe n° 8-23 relative à l'exercice de l'activité d'un établissement d'hygiène et ce conformément aux annexes ci-jointes.

Art. 3 - Sont ajoutées à la liste des prestations administratives soumises au régime du cahier des charges, la prestation relative à la fixation des normes et conditions d'agrément, d'organisation et d'exploitation d'un établissement thermal mentionnée à l'annexe n° 8-28 (nouveau) et la prestation relative à la fixation des conditions générales d'organisation d'exploitation et de production dans le secteur des eaux conditionnées mentionnée à l'annexe n° 8-29 (nouveau).

Art 4. - Les directeurs généraux et les directeurs au ministère de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 31 décembre 2015.

Le ministre de la santé

Saïd Aïdi

Vu

Le Chef du Gouvernement

Habib Essid

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Domaine de la prestation : Eaux conditionnées.

Objectif de la prestation : Décision de classement des eaux conditionnées.

Conditions d'obtention

- Etude médicale approuvée par le comité médical.
- Etre titulaire d'une décision de commercialisation du produit.

Pièces à fournir

- Demande de révision de la classification des eaux conditionnées.
- Etude d'efficacité indiquant les bienfaits médicaux.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
<ul style="list-style-type: none">- convocation des membres du comité médical.- étude du dossier et émission d'avis.- prise de décision de classification des eaux conditionnées.- élaboration de décision de classification des eaux conditionnées.- approbation de la décision de classement.	<ul style="list-style-type: none">- direction de la promotion de l'investissement et de développement.- comité médical.- commission des eaux conditionnées.- service de l'encouragement de l'investissement et l'interlocuteur unique.- direction générale de l'office.	21 jours à compter de la date d'approbation de l'étude médicale par le comité médical.

Lieu de dépôt du dossier

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Lieu d'obtention de la prestation
--

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.
--

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Délai d'obtention de la prestation

21 jours à compter de la date d'approbation de l'étude médicale par le comité médical.
--

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n° 75-58 du 14 juin 1975, portant création de l'office du thermalisme, telle que modifiée et complétée par la loi n° 89-102 du 11 décembre 1989 et le décret-loi n° 2011-52 du 6 juin 2011.

- Décret n° 2013-717 du 15 janvier 2013, fixant l'organisation administrative et financière de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.
--

- Arrêté du ministre du tourisme et de l'artisanat du 8 mars 2004, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions générales d'organisation de l'exploitation et de production dans le secteur des eaux conditionnées.
--

- Arrêté du ministre de l'industrie de l'énergie et des petites et moyennes entreprises du 16 octobre 2008, portant homologation des normes tunisiennes relatives aux eaux minérales naturelles et aux eaux potables conditionnées.

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Domaine de la prestation : Eaux conditionnées.

Objectif de la prestation : Délivrance d'attestation de conformité du produit destiné à l'exportation aux normes internationales.

Conditions d'obtention

Le producteur présente :

- 2 bouteilles (contenance d'un litre au moins) de l'eau conditionnée pour l'analyse physico-chimique de l'eau.
- 5 bouteilles (contenance d'un litre au moins) de l'eau conditionnée pour l'analyse bactériologique.

Observation : la présentation des échantillons peut être accomplie par les services du ministère chargé du commerce qui a effectué les prélèvements d'échantillons.

Pièces à fournir

Deux formulaires du bon de réception des échantillons (disponible à l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie).

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
<ul style="list-style-type: none">- présentation de l'échantillon.- vérification de l'échantillon.- délivrance d'un récépissé dûment rempli.- perception du tarif de la prestation (convention/au comptant).- analyse de l'échantillon.- élaboration de l'attestation sanitaire.- approbation et délivrance de l'attestation sanitaire à l'intéressé.	<ul style="list-style-type: none">- l'intéressé.- bureau d'accueil du laboratoire de l'ONTH.- bureau d'accueil du laboratoire de l'ONTH.- direction administrative et financière- laboratoire de l'office.- direction des laboratoires et du suivi du produit.- direction générale de l'office.	<ul style="list-style-type: none">- 25 jours à compter de la date de réception des échantillons (selon les jours de travail ouvrables).

Lieu de dépôt du dossier

Service : bureau d'accueil du laboratoire de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 35, rue Ibn Rachik – 1002 – Tunis.

Lieu d'obtention de la prestation
--

Service : bureau d'accueil du laboratoire de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 35, rue Ibn Rachik – 1002 – Tunis.

Délai d'obtention de la prestation

25 jours à compter de la date de réception des échantillons (selon les jours de travail ouvrables).

Références législatives et/ou réglementaires

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Loi n° 75-58 du 14 juin 1975, portant création de l'office du thermalisme, telle que modifiée et complétée par la loi n° 89-102 du 11 décembre 1989 et le décret- loi n° 2011-52 du 6 juin 2011.- Décret n° 2013-717 du 15 janvier 2013, fixant l'organisation administrative et financière de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie. |
|---|

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Domaine de la prestation : eaux conditionnées.

Objet de la prestation : Décision d'ouverture d'une unité de conditionnement.

Conditions d'obtention

- Conformité du dossier au cahier des charges.
- Conformité des travaux exécutés au cahier des charges.
- Conformité des analyses bactériologiques et physico-chimiques aux normes tunisiennes.
- Accord de la commission des eaux conditionnées.

Pièces à fournir

- Dossier en 12 exemplaires conformément à l'article 6 du cahier des charges.
- lettre d'information de fin des travaux conformément au cahier des charges.
- accord de la commission des eaux conditionnées sur le dossier, sur la conformité du projet et sur la fiche du produit.
- rapport de la commission des eaux conditionnées relatif à la visite de l'unité.
- attestation d'analyses des échantillons prélevés sur les lieux de production par la commission des eaux conditionnées ou par les agents de contrôle relevant de l'office.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
<ul style="list-style-type: none">- convocation des membres de la commission des eaux conditionnées pour se réunir.- élaboration d'un rapport.- préparation de la décision d'ouverture de l'unité pour la commercialisation du produit.- approbation de la décision.	<ul style="list-style-type: none">- direction de la promotion de l'investissement et de développement.- service de l'encouragement de l'investissement et l'interlocuteur unique.- commission des eaux conditionnées.- direction générale de l'office.	<ul style="list-style-type: none">- 21 jours à partir de la date de la réunion de la commission des eaux conditionnées dont y est approuvé la conformité des travaux, des analyses et du projet dans toutes ses composantes conformément aux normes et au cahier des charges.

Lieu de dépôt du dossier
Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie. Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Lieu d'obtention de la prestation
Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie. Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Délai d'obtention de la prestation
- 21 jours à partir de la date de la réunion de la commission des eaux conditionnées au cours de laquelle approuvé la conformité des travaux, des analyses et du projet dans toutes ses composantes conformément au cahier des charges et aux normes.

Références législatives et/ou réglementaires
- Loi n° 75-58 du 14 juin 1975, portant création de l'office du thermalisme, telle que modifiée et complétée par la loi n° 89-102 du 11 décembre 1989 et le décret- loi n° 2011-52 du 6 juin 2011. - Décret n° 2013-717 du 15 janvier 2013, fixant l'organisation administrative et financière de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie. - Arrêté du ministre du tourisme et de l'artisanat du 8 mars 2004, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions générales d'organisation de l'exploitation et de production dans le secteur des eaux potables conditionnées. - Arrêté du ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises du 16 octobre 2008, portant homologation des normes tunisiennes relatives aux eaux minérales naturelles et aux eaux potables conditionnées.

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Domaine de la prestation : Hydrothérapie.

Objet de la prestation : Délivrance d'attestation de stage/formation dans le secteur thermo-minéral.

Conditions d'obtention

Pour effectuer un stage ou une formation au laboratoire de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie le bénéficiaire doit être parmi :

* les étudiants des instituts supérieurs et des facultés,

* les techniciens exerçant aux laboratoires des unités des eaux conditionnées ou des stations thermales.

Pièces à fournir

- demande de stage ou de formation formulée par les directeurs des instituts et les doyens des facultés ou par les directeurs des unités des eaux conditionnées ou des stations thermales.

Etapas de la prestation	Intervenants	Délais
- suivi d'une session de stage ou formation. - élaboration d'une attestation de stage ou de formation. - remise de l'attestation à l'intéressé validée par le directeur général de l'ONTH ou par son intérimaire.	- l'étudiant ou le technicien. - direction des laboratoires et de suivi du produit. - direction générale de l'office.	- deux semaines après la fin du stage ou de formation (sous condition de présentation d'un rapport de stage pour les étudiants des instituts et facultés).

Lieu de dépôt du dossier

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Laboratoire de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 35, Rue Ibn Rachik – 1002 – Tunis.

Délai d'obtention de la prestation

Deux semaines après la fin du stage ou de formation (sous condition de présentation d'un rapport de stage pour les étudiants des instituts et facultés).

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n° 75-58 du 14 juin 1975, portant création de l'office du thermalisme, telle que modifiée et complétée par la loi n° 89-102 du 11 décembre 1989 et le décret-loi n° 2011-52 du 6 juin 2011.

- Décret n° 2013-717 du 15 janvier 2013, fixant l'organisation administrative et financière de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.
(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Domaine de la prestation : Hydrothérapie.

Objet de la prestation : Accord de principe pour la création d'un centre de thalassothérapie.

Conditions d'obtention

Le demandeur doit être libéré de tout empêchement légal pour l'exercice d'une profession commerciale conformément à la législation en vigueur.

Pièces à fournir

- une demande au nom du directeur général de l'office.
- une copie de l'étude d'impact du projet sur l'environnement.
- les plans architecturaux du centre de thalassothérapie.
- une copie du statut de la société avec indication de l'activité de thalassothérapie.
- une copie de l'accord du ministère chargé du tourisme.
- une copie de l'accord de l'agence nationale de protection de l'environnement.
- plan descriptif du circuit d'apport et de rejet de l'eau de mer.

Étapes de la prestation	Intervenants	Délais
<ul style="list-style-type: none">- réception et enregistrement du dossier- étude préliminaire du dossier.- Informer par écrit l'intéressé au sujet des observations préliminaires.- convocation des membres de la commission technique pour se réunir.- examen des dossiers objet de la réunion.- Informer l'intéressé au sujet des observations et/ou réserves des membres de la commission, le cas échéant.- approbation de l'accord de principe à l'intéressé- remise à l'intéressé l'accord de principe.	<ul style="list-style-type: none">- le bureau d'ordre de l'office.- service de la thalassothérapie.- service de la thalassothérapie.- service de la thalassothérapie.- commission technique.- service de la thalassothérapie.- direction générale de l'office.- service de la thalassothérapie.	30 jours à partir de la date de présentation de toutes les pièces exigées.

Lieu de dépôt du dossier

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie
Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Lieu d'obtention de la prestation
--

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.
--

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Délai d'obtention de la prestation

30 jours à partir de la date de présentation de toutes les pièces exigées.
--

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n° 75-58 du 14 juin 1975, portant création de l'office du thermalisme, telle que modifiée et complétée par la loi n° 89-102 du 11 décembre 1989 et le décret-loi n° 2011-52 du 6 juin 2011.

- Décret n° 2006-3174 du 30 novembre 2006, fixant les normes et les conditions de création et d'exploitation des centres de thalassothérapie.

- Décret n° 2013-717 du 15 janvier 2013, fixant l'organisation administrative et financière de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.
--

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Domaine de la prestation : Hydrothérapie.

Objet de la prestation : autorisation d'ouverture au public d'un centre de thalassothérapie.

Conditions d'obtention

- le demandeur doit être libéré de tout empêchement légal pour l'exercice d'une profession commerciale conformément à la législation en vigueur.

Pièces à fournir

- Une demande au nom du directeur général de l'office.
- Une copie de l'accord de principe.
- procès-verbal de nomination du directeur du centre
- Le contrat du médecin visé par l'ordre des médecins.
- Etat nominatif actualisé du personnel.
- Copie de la convention avec le laboratoire d'analyses.
- Fixation des points de prélèvement des échantillons au schéma des coordonnées géographiques.
- Attestations d'analyses effectuées au niveau des neuf points de captage de l'eau de mer par un laboratoire reconnu et habilité par le ministère de la santé (annexe I et II du décret n° 2006-3174 du 30 novembre 2006) et qui ne dépassent pas plus que six mois.
- Contrats de travail du personnel actualisés avec les diplômes.
- Copie du plan d'intervention rapide en cas de pollution.
- Copie de la convention avec le médecin de travail.
- Copie de l'attestation de sécurité des locaux qui doit être encore valide.
- Copie de l'attestation d'assurance.
- Copie de la convention avec la partie concernée de la propreté et suivi des canaux.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
<ul style="list-style-type: none"> - réception et enregistrement du dossier. - étude préliminaire du dossier. - Informer par écrit l'intéressé au sujet des observations préliminaires. - convocation des membres de la commission technique pour se réunir. - examen des dossiers objet de la réunion. - informer l'intéressé au sujet des observations et/ou réserves des membres de la commission, le cas échéant. - approbation de l'accord de principe. - remise à l'intéressé de l'autorisation d'ouverture au public. 	<ul style="list-style-type: none"> - le bureau d'ordre de l'office. - service de la thalassothérapie. - service de la thalassothérapie. - service de la thalassothérapie. - commission technique. - service de la thalassothérapie. - direction générale de l'office. - service de la thalassothérapie. 	<p>30 jours à partir de la date de présentation de toutes les pièces exigées</p>

Lieu de dépôt du dossier

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.
--

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Lieu d'obtention de la prestation
--

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie (service de la thalassothérapie).

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Délai d'obtention de la prestation

30 jours à partir de la date de présentation de toutes les pièces exigées.
--

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n° 75-58 du 14 juin 1975, portant création de l'office du thermalisme, telle que modifiée et complétée par la loi n° 89-102 du 11 décembre 1989 et le décret- loi n° 2011-52 du 6 juin 2011.
--

- Décret n° 2006-3174 du 30 novembre 2006, fixant les normes et les conditions de création et d'exploitation des centres de thalassothérapie.

- Décret n° 2013-717 du 15 janvier 2013, fixant l'organisation administrative et financière de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.
--

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.
(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Domaine de la prestation : Hydrothérapie et eaux conditionnées.

Objectif de la prestation : Délivrance d'attestation d'analyse bactériologique.

Conditions d'obtention

Présentation d'un échantillon de l'eau à analyser par :

- les unités de conditionnement des eaux.
- les stations thermales ou bains thermaux.
- un particulier.
- les services du ministère du commerce.

Pièces à fournir

- formulaire bon de réception des échantillons (disponible à l'office du thermalisme et de l'hydrothérapie).

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
<ul style="list-style-type: none"> - présentation de l'échantillon. - vérification de l'échantillon. - délivrance d'un récépissé dûment rempli - perception du tarif de la prestation (convention/au comptant). - analyse de l'échantillon. - élaboration de l'attestation. - approbation et délivrance de l'attestation à l'intéressé. 	<ul style="list-style-type: none"> - l'intéressé. - bureau d'accueil du laboratoire de l'ONTH. - bureau d'accueil du laboratoire de l'ONTH. - direction des affaires administratives et financières. - laboratoire de l'office. - direction des laboratoires et du suivi du produit. - direction générale de l'office. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une semaine à partir de la date de réception de l'échantillon (à compter selon les jours de travail ouvrables) dans le cas de confirmation de résultat. - 12 jours dans le cas de non confirmation de résultat.

Lieu de dépôt du dossier

Service : bureau d'accueil du laboratoire de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie
Adresse : 35, Rue Ibn Rachik – 1002 – Tunis.

Lieu d'obtention de la prestation
--

Service : bureau d'accueil du laboratoire de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 35, Rue Ibn Rachik – 1002 – Tunis.

Délai d'obtention de la prestation

- Une semaine à partir de la date de réception de l'échantillon (à compter selon les jours de travail ouvrables) dans le cas de confirmation de résultat.

- 12 jours dans le cas de non confirmation de résultat.

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n° 75-58 du 14 juin 1975, portant création de l'office du thermalisme, telle que modifiée et complétée par la loi n° 89-102 du 11 décembre 1989 et le décret- loi n° 2011-52 du 6 juin 2011.
--

- Décret n° 2013-717 du 15 janvier 2013, fixant l'organisation administrative et financière de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.
--

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Domaine de la prestation : Hydrothérapie et eaux conditionnées.

Objectif de la prestation : Délivrance d'attestation d'analyse physico-chimique des eaux.

Conditions d'obtention

Présentation d'un échantillon de l'eau à analyser par :

- Les unités de conditionnement des eaux.
- Les stations thermales ou bains thermaux.
- Un particulier.

Pièces à fournir

- formulaire bon de réception des échantillons (disponible à l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.)

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
<ul style="list-style-type: none">- présentation de l'échantillon.- vérification de l'échantillon.- délivrance d'un récépissé dûment rempli.- perception du tarif de la prestation (convention/paiement comptant).- analyse de l'échantillon.- élaboration de l'attestation.- approbation et délivrance de l'attestation à l'intéressé.	<ul style="list-style-type: none">- l'intéressé.- bureau d'accueil du laboratoire de l'ONTH.- bureau d'accueil du laboratoire de l'ONTH.- la direction des affaires administratives et financières.- laboratoire de l'office.- direction des laboratoires et du suivi de produit.- direction générale de l'office.	<ul style="list-style-type: none">- 25 jours à compter de la date de réception de l'échantillon (à compter selon les jours de travail ouvrables).

Lieu de dépôt du dossier

Service : bureau d'accueil du laboratoire de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 35, Rue Ibn Rachik – 1002 – Tunis.

Lieu d'obtention de la prestation
--

Service : bureau d'accueil du laboratoire de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 35, Rue Ibn Rachik – 1002 – Tunis.

Délai d'obtention de la prestation

25 jours à compter de la date de réception des échantillons. (à compter selon les jours de travail ouvrables).
--

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n° 75-58 du 14 juin 1975, portant création de l'office du thermalisme, telle que modifiée et complétée par la loi n° 89-102 du 11 décembre 1989 et le décret- loi n° 2011-52 du 6 juin 2011.
--

- Décret n° 2013-717 du 15 janvier 2013, fixant l'organisation administrative et financière de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.
--

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Domaine de la prestation : Hydrothérapie et eaux conditionnées.

Objectif de la prestation : Délivrance d'attestation de déclaration des résultats de l'enquête administrative.

Conditions d'obtention

- Investissement dans le secteur.

Pièces à fournir

- Etude technique du projet relative à l'objet de l'enquête demandée afin de la soumettre pour avis au comité médical ou à la commission du thermalisme et de soins à l'eau douce avant délibération des résultats de l'enquête.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
<ul style="list-style-type: none"> - présentation de l'étude. - délivrance d'un récépissé. - déplacement sur les lieux. - contact avec les administrations concernées. - examen de l'étude technique du projet et déclaration des résultats de l'enquête. - élaboration de l'attestation en cas d'avis favorable. - approbation et délivrance de l'attestation. 	<ul style="list-style-type: none"> - l'intéressé. - bureau d'ordre. - direction de la promotion de l'investissement et de développement. - direction de la promotion de l'investissement et de développement. - le comité médical ou à la commission du thermalisme et de soins à l'eau douce. - le comité médical ou à la commission du thermalisme et de soins à l'eau douce - direction générale de l'office. 	<ul style="list-style-type: none"> - 30 jours à compter de la date de réception du dossier relatif à l'enquête demandée.

Lieu de dépôt du dossier

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.
--

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Lieu d'obtention de la prestation
--

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.
--

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Délai d'obtention de la prestation

30 jours à compter de la date de réception du dossier relatif à l'enquête demandée.

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n° 75-58 du 14 juin 1975, portant création de l'office du thermalisme, telle que modifiée et complétée par la loi n° 89-102 du 11 décembre 1989 et le décret- loi n° 2011-52 du 6 juin 2011.
--

- Décret n° 2013-717 du 15 janvier 2013, fixant l'organisation administrative et financière de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.
--

- Arrêté du ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises du 16 octobre 2008, portant homologation des normes tunisiennes relatives aux eaux minérales naturelles et aux eaux potables conditionnées.
--

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Ministère de la santé (la sous-direction de la réglementation et du contrôle des professions de santé).

Domaine de la prestation : Professions sanitaires privées.

Objet de la prestation : Exploitation, transfert ou cession d'un local d'audioprothésiste.

Conditions d'obtention

La présente prestation est soumise au régime du cahier des charges.

Références législatives et/ou réglementaires

Arrêté du ministre de la santé publique du 15 mai 2001 , portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de profession d'audioprothésiste de libre pratique, tel que modifié par l'arrêté du 17 octobre 2014.

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Ministère de la santé (la sous-direction de la réglementation et du contrôle des professions de santé)

Domaine de la prestation : Professions sanitaires privées.

Objet de la prestation : Exploitation, transfert ou cession d'un local d'orthophoniste.

Conditions d'obtention de la prestation

La présente prestation est soumise au régime du cahier des charges.

Références législatives et/ou réglementaires

Arrêté du ministre de la santé publique du 15 mai 2001, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de profession d'orthophoniste de libre pratique, tel que modifié par l'arrêté du 31 décembre 2015.

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Ministère de la santé (la sous-direction de la réglementation et du contrôle des professions de santé).

Domaine de la prestation : Professions sanitaires privées.

Objet de la prestation : Exploitation, transfert ou cession d'un local d'orthoptiste.

Conditions d'obtention de la prestation

La présente prestation est soumise au régime du cahier des charges.

Références législatives et/ou réglementaires

Arrêté du ministre de la santé publique du 15 mai 2001, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de profession d'orthoptiste de libre pratique, tel que modifié par l'arrêté du 31 décembre 2015.

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Ministère de la santé (la direction de l'hygiène du milieu et de la protection de l'environnement).

Domaine de la prestation : l'hygiène du milieu et protection de l'environnement.

Objet de la prestation : Exercice d'activité d'un établissement d'hygiène.

Conditions d'obtention de la prestation

La présente prestation est soumise au régime du cahier des charges.

Références législatives et/ou réglementaires

Arrêté du ministre de la santé publique du 25 octobre 1997, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercer l'activité d'un établissement d'hygiène, tel que modifié par l'arrêté du 28 novembre 2013.

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.

(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Domaine de la prestation : Hydrothérapie.

Objet de la prestation : Fixation des normes et conditions d'agrément, d'organisation et d'exploitation d'un établissement thermal.

Conditions d'obtention

- La présente prestation est soumise au régime du cahier des charges.

Pièces à fournir

- Cahier des charges signé

Étapes de la prestation	Intervenants	Délais
- signature et dépôt du cahier des charges - visite et constat du lieu d'activité avant l'ouverture - levée des réserves éventuelles.	- le promoteur - direction de la promotion de l'investissement et de développement - direction des études et des projets - commission du thermalisme et de soins à l'eau douce - le promoteur	trois mois renouvelables en cas de levée des réserves et sans délai s'il n'y a pas de levée de réserves.

Lieu de dépôt du dossier

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Délai d'obtention de la prestation

trois mois renouvelables en cas de levée des réserves et sans délai s'il n'y a pas de levée de réserves.

Références législatives et/ou réglementaires

- Décret n° 2013-717 du 15 janvier 2013, fixant l'organisation administrative et financière de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

- Arrêté du ministre du tourisme et de l'artisanat du 24 août 1999, portant approbation du cahier des charges fixant les normes et les conditions d'agrément, d'organisation et d'exploitation d'un établissement thermal.

SYSTEME D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du ministre de la santé publique du 20 octobre 2004, tel que modifié et complété par l'arrêté du 26 septembre 2006 et l'arrêté du 28 février 2007 et l'arrêté du 22 juillet 2013.
(JORT n° 88 du 2 novembre 2004)

Organisme : Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Domaine de la prestation : Eaux conditionnées.

Objet de la prestation : Fixation des conditions générales d'organisation de l'exploitation et de production dans le secteur des eaux conditionnées.

Conditions d'obtention

- La présente prestation est soumise au régime du cahier des charges.

Pièces à fournir

- cahier des charges signé

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
- signature et dépôt du cahier des charges. - visite et constat du lieu d'activité. - levée des réserves éventuelles.	- le promoteur. - direction de la promotion de l'investissement et de développement. - commission des eaux conditionnées. - le promoteur.	- six mois renouvelables en cas de levée des réserves et sans délai s'il n'y a pas de levée de réserves.

Lieu de dépôt du dossier

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : bureau d'ordre de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

Adresse : 10 rue de Médine – 1002 – Tunis.

Délai d'obtention de la prestation

- six mois renouvelables en cas de levée des réserves et sans délai s'il n'y a pas de levée de réserves.

Références législatives et/ou réglementaires

- Décret n° 2013-717 du 15 janvier 2013, fixant l'organisation administrative et financière de l'office national du thermalisme et de l'hydrothérapie.

- Arrêté du ministre du tourisme et de l'artisanat du 8 mars 2004, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions générales d'organisation d'exploitation et de production dans le secteur des eaux conditionnées.

Arrêté du ministre de la santé du 25 janvier 2016, portant ouverture d'un concours sur titres et travaux pour le recrutement de pharmaciens de la santé publique.

Le ministre de la santé,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu le décret n° 2005-3296 du 19 décembre 2005, portant statut particulier des pharmaciens hospitalo-sanitaire, tel que modifié et complété par le décret n° 2007-2976 du 19 novembre 2007,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu l'arrêté du 28 janvier 2008, fixant les conditions de participation et d'admission au concours sur titres et travaux pour le recrutement de pharmaciens de la santé publique, tel que modifié et complété par l'arrêté du ministre de la santé du 3 octobre 2014.

Arrête :

Article premier - Un concours sur titres et travaux est ouvert au ministère de la santé, le mardi 15 mars 2016 et jours suivants, pour le recrutement de :

- 37 pharmaciens de la santé publique au profit du ministère de la santé,

- 1 pharmacien de la santé publique au profit du ministère de la justice,

- 1 pharmacien de la santé publique au profit du ministère de l'intérieur.

Art. 2 - Ce concours est ouvert pour les régions et le nombre de postes indiqués ci-dessous :

Région sanitaire	Nombre de postes
Manouba	1
Zaghouan	3
Béja	3
Le Kef	5
Jendouba	1
Siliana	7
Kasserine	2
Sidi Bouzid	2
Kairouan	1
Gafsa	2
Kébili	1

Région sanitaire	Nombre de postes
Tozeur	3
Tataouine	1
Unité de la pharmacie et du médicament	2
Laboratoire national de contrôle des médicaments de Tunis	3
Ministère de la justice	1
Ministère de l'intérieur	1

Art. 3 - La clôture du registre des candidatures est fixée le vendredi 12 février 2016.

Art. 4 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 25 janvier 2016.

Le ministre de la santé

Saïd Aïdi

Vu

Le Chef du Gouvernement

Habib Essid

Arrêté du ministre de la santé du 25 janvier 2016, portant ouverture d'un concours sur titres et travaux pour le recrutement de médecins dentistes de la santé publique.

Le ministre de la santé,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2007-69 du 27 décembre 2007 et le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu le décret n° 2010-3182 du 13 décembre 2010, portant statut particulier du corps des médecins dentistes hospitalo-sanitaire,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu l'arrêté du ministre de la santé publique du 8 juin 1991, fixant le règlement et le programme sur titres et travaux pour le recrutement de médecins dentistes de la santé publique, tel que modifié par l'arrêté du ministre la santé du 25 novembre 2014.

Arrête :

Article premier - Un concours sur titres et travaux est ouvert au ministère de la santé, le 29 mars 2016 et jours suivants, pour le recrutement de :

- 26 médecins dentistes de la santé publique au profit du ministère de la santé,

- 1 médecin dentiste de la santé publique au profit du ministère de la justice.

Art. 2 - Ce concours est ouvert pour les régions et le nombre de postes indiqués ci-dessous :

Région sanitaire	Nombre de poste (26)
Béja	3
Le Kef	6
Jendouba	3
Kasserine	3
Sidi Bouzid	3
Sfax	2
Gabès	1
Tozeur	2
Médenine	2
Tataouine	1

Besoin d'autres ministères	Nombre de postes (1)
Ministère de la justice	1

Art. 3 - La clôture du registre d'inscription est fixée au 29 février 2016.

Art. 4 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 25 janvier 2016.

Le ministre de la santé

Saïd Aïdi

Vu

Le Chef du Gouvernement

Habib Essid

Arrêté du ministre de la santé et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du 25 janvier 2016, portant annulation de l'arrêté du 16 novembre 2015, portant ouverture du concours de résidanat en médecine pour l'année universitaire 2015-2016.

Le ministre de la santé et le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 2008-19 du 25 février 2008, relative à l'enseignement supérieur, telle que modifiée par le décret-loi n° 2011-31 du 26 avril 2011,

Vu le décret n° 93-1440 du 23 juin 1993, relatif à la spécialisation en médecine et au statut juridique des résidents, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2010-1585 du 29 juin 2010,

Vu le décret n° 2008-2716 du 4 août 2008, portant organisation des universités et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les règles de leur fonctionnement, tel que modifié et complété par le décret n° 2011-683 du 9 juin 2011,

Vu le décret n° 2011-4132 du 17 novembre 2011, fixant le cadre général du régime des études médicales habilitant à l'exercice de la médecine de famille et à la spécialisation en médecine, tel que modifié et complété par le décret n° 2015-1195 du 4 septembre 2015,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu l'arrêté du ministre de la santé et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du 4 septembre 2015, portant organisation du concours pour le recrutement de résidents en médecine,

Vu l'arrêté du ministre de la santé et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du 16 novembre 2015, portant ouverture du concours de résidanat en médecine pour l'année universitaire 2015-2016.

Arrêtent :

Article premier - L'arrêté du ministre de la santé et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du 16 novembre 2015, portant ouverture du concours de résidanat en médecine pour l'année universitaire 2015-2016 est annulé.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 25 janvier 2016.

Le ministre de la santé

Saïd Aïdi

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

scientifique

Chiheb Bouden

Vu

Le Chef du Gouvernement

Habib Essid

Arrêté du ministre de la santé et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du 25 janvier 2016, portant ouverture d'un concours de résidanat en médecine pour l'année universitaire 2015-2016.

Le ministre de la santé et le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Vu la constitution,

Vu la loi n° 2008-19 du 25 février 2008, relative à l'enseignement supérieur, telle que modifiée par le décret-loi n° 2011-31 du 26 avril 2011,

Vu le décret n° 93-1440 du 23 juin 1993, relatif à la spécialisation en médecine et au statut juridique des résidents, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2010-1585 du 29 juin 2010,

Vu le décret n° 2008-2716 du 4 août 2008, portant organisation des universités et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les règles de leur fonctionnement, tel que modifié et complété par le décret n° 2011-683 du 9 juin 2011,

Vu le décret n° 2011-4132 du 17 novembre 2011, fixant le cadre général du régime des études médicales habilitant à l'exercice de la médecine de famille et à la spécialisation en médecine, tel que modifié et complété par le décret gouvernemental n° 2015-1195 du 4 septembre 2015,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu l'arrêté du ministre de la santé et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du 4 septembre 2015, portant organisation du concours pour le recrutement de résidents en médecine,

Vu l'arrêté du ministre de la santé et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du 25 janvier 2016, portant annulation de l'arrêté du 16 novembre 2015, portant ouverture du concours de résidanat en médecine pour l'année universitaire 2015-2016.

Arrêtent :

Article premier - Un concours de résidanat en médecine est ouvert à Tunis, Sousse, Monastir et Sfax, le 15 mars 2016 et jours suivants, pour le recrutement de 320 résidents en médecine, pour les services hospitaliers, les départements des facultés de médecine de Tunisie et les services de médecine préventive et communautaire, dans les conditions prévues par l'arrêté du 4 septembre 2015 susvisé.

Art. 2 - Ce concours est ouvert pour les étudiants inscrits dans les facultés de médecine tunisiennes et ayant accompli avec succès la troisième année du deuxième cycle des études médicales (D.C.E.M.3) et ne s'étant pas inscrits au troisième cycle des études médicales (T.C.E.M) dans les spécialités et pour le nombre de postes ci-dessous indiqués :

1- Médecine et spécialités médicales	
- médecine interne	6 postes
- maladies infectieuses	4 postes
- réanimation médicale	12 postes
- carcinologie médicale	4 postes
- nutrition et maladies nutritionnelles	3 postes
- hématologie clinique	3 postes
- endocrinologie	5 postes
- cardiologie	9 postes
- néphrologie	8 postes
- neurologie	6 postes
- pneumologie	6 postes
- rhumatologie	5 postes
- gastro-entérologie	6 postes
- médecine physique, rééducation et réadaptation fonctionnelle	4 postes
- dermatologie	5 postes
- pédiatrie	20 postes
- psychiatrie	10 postes
- pédo-psychiatrie	4 postes
- imagerie médicale	21 postes
- radiothérapie carcinologique	4 postes
- médecine légale	5 postes
- médecine du travail	5 postes
- médecine préventive et communautaire	4 postes
- anesthésie -réanimation	30 postes
- anatomie et cytologie pathologique	5 postes
- médecine d'urgence	18 postes

2- Chirurgie et spécialités chirurgicales	
- chirurgie générale	14 postes
- chirurgie carcinologique	2 postes
- chirurgie thoracique	2 postes
- chirurgie vasculaire périphérique	2 postes
- chirurgie neurologique	4 postes
- chirurgie urologique	5 postes
- chirurgie plastique, réparatrice et esthétique	2 postes
- chirurgie orthopédique et traumatologique	13 postes
- chirurgie pédiatrique	4 postes
- chirurgie cardio-vasculaire	2 postes
- ophtalmologie	9 postes
- oto-rhino-laryngologie	8 postes
- stomatologie et chirurgie maxillo-faciale	2 postes
- gynécologie-obstétrique	18 postes
3- Biologie et disciplines fondamentales	
- biologie médicale (option : biochimie)	3 postes
- biologie médicale (option : microbiologie)	3 postes
- biologie médicale (option : parasitologie)	2 postes
- biologie médicale (option : immunologie)	2 postes
- biologie médicale (option : hématologie)	3 postes
- histo-embryologie	1 poste
- physiologie et exploration fonctionnelle	1 poste
- biophysique et médecine nucléaire	2 postes
- pharmacologie	1 poste
- génétique	2 postes
- anatomie	1 poste

Art. 3 - La clôture du registre des candidatures est fixée au 12 février 2016.

Art. 4 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 25 janvier 2016.

Le ministre de la santé

Saïd Aïdi

*Le ministre de l'enseignement
supérieur et de la recherche
scientifique*

Chiheb Bouden

Vu

Le Chef du Gouvernement

Habib Essid

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

Par décret gouvernemental n° 2016-156 du 25 janvier 2016.

Monsieur Ibrahim Braiki, cadre à la caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale, est maintenu en activité pour une année, à compter du 1^{er} février 2016.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Par décret gouvernemental n° 2016-157 du 26 janvier 2016.

Monsieur Mokthar Hamdi, professeur de l'enseignement supérieur, est chargé des fonctions de directeur général du centre national des sciences et technologies nucléaires, à compter du 1^{er} août 2014.

Par décret gouvernemental n° 2016-158 du 26 janvier 2016.

Monsieur Hafedh Belmabrouk, professeur de l'enseignement supérieur, est déchargé des fonctions de directeur général du centre national des sciences et technologies nucléaires, à compter du 2 juin 2014.

MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI

Par décret gouvernemental n° 2016-159 du 25 janvier 2016.

Monsieur Chafik Abdellatif, administrateur en chef, est chargé des fonctions de chef du bureau de coordination des activités des directions régionales de la formation professionnelle et de l'emploi et des organismes sous-tutelle au ministère de la formation professionnelle et de l'emploi.

En application des dispositions de l'article 9 du décret n° 2000-615 du 13 mars 2000, l'intéressé bénéficie des indemnités et avantages accordés à un directeur général d'administration centrale.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE

Décret gouvernemental n° 2016-160 du 25 janvier 2016, complétant le décret n° 2013-3139 du 18 juillet 2013, relatif à la répartition des horaires et jours de travail des agents des laboratoires d'analyse relevant du ministère de l'agriculture.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu le décret n° 2000-1935 du 29 août 2000, portant organisation de l'institut de la recherche vétérinaire de Tunisie,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture,

Vu le décret n° 2001-420 du 13 février 2001, portant organisation du ministère de l'agriculture, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2011-1560 du 5 septembre 2011,

Vu le décret n° 2007-237 du 5 février 2007, fixant l'organisation administrative et financière du laboratoire central d'analyse des éléments de bétail, tel que complété par le décret 2008-3614 du 21 novembre 2008,

Vu le décret n° 2012-1710 du 14 septembre 2012, relatif à la répartition des horaires et jours de travail des agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif et notamment son article 4,

Vu le décret n° 2013-3139 du 18 juillet 2013, relatif à la répartition des horaires et des jours de travail des agents des laboratoires d'analyse relevant du ministère de l'agriculture,

Vu le décret Présidentiel n° 2015-35 du 6 février 2015, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Est ajouté à la liste des laboratoires citée à l'article premier du décret n° 2013-3139 du 18 juillet 2013 susvisé.

(7-) « le laboratoire d'analyse du sol ».

Art. 2 - Le ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche est chargé de l'exécution du présent décret gouvernemental qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 25 janvier 2016.

Le Chef du Gouvernement
Habib Essid

Pour Contreseing
Le ministre de l'agriculture,
des ressources hydrauliques
et de la pêche
Saad Seddik

**MINISTERE DE LA CULTURE ET DE
LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE**

**Par décret gouvernemental n° 2016-161 du 26
janvier 2016.**

Est mis fin à la nomination de Monsieur Kamel Ferjani, assistant de l'enseignement supérieur, en qualité de directeur général du centre culturel international de Hammamet "la maison de la méditerranée pour la culture et les arts", à compter du 16 novembre 2015.